

Perspectives communes

Une définition politique

La souveraineté alimentaire fait le **lien** entre les politiques agricoles et alimentaires

Chaque Etat est libre de définir des mesures de politique agricole et alimentaire pour arriver à un accès et un libre-choix de l'alimentation dans la dignité et le respect des consommateurs et des paysans

Une dimension économique (De Schutter)

- La libéralisation et la croissance du commerce international a des conséquences discutables
- Les PED deviennent vulnérables aux termes de l'échange en se spécialisant dans les produits d'exportation
- Les importations subventionnées ruinent les productions vivrières locales et renforcent la vulnérabilité des petits paysans des pays du Sud les plus démunis

- Les PED doivent pouvoir protéger leurs frontières des importations dumping
- Le pouvoir des multinationales doit être contrôlé (sinon la part de la valeur ajoutée pour les paysans diminue toujours)
- L'offre doit être gérée, les marchés régulés, pour limiter la volatilité des prix
- Les politiques agricoles doivent être démocratisées aussi dans les PED

Des dimensions pour les droits et les valeurs

1. Droit de la population d'un Etat
2. Droit des paysans et des paysannes
3. Droit des consommateurs
4. Droit des travailleurs agricoles

Une philosophie d'équité dans l'accès à la nourriture

- Entre le Nord et le Sud
- Entre les populations urbaines et les populations rurales
- Entre les riches et les pauvres

UNIA - Des conditions de travail acceptables pour les travailleurs

- Mindestlohn von 3'500 (20.-pro Stunde)
- 13. Monatslohn
- Die 45-Stundenwoche auf 5 Arbeitstage verteilt
- Eine strenge Überstundenregelung
- Vorkehrungen zu Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz
- Gleiche Arbeitsbedingungen in der ganzen Schweiz
- Einheitliches und national verbindliches Vertragswerk!
- Unterstellung des Landwirtschaftssektors unter das Arbeitsgesetz

SKS – Droit des consommateurs

- hohe Übereinstimmung zwischen Zielen der Landwirtschaft und den Erwartungen der KonsumentInnen
- ökologische Produktion zur Wahrung des hohen Standards
- staatliche Anreize zur Förderung der ökologischen Produktion (WDZ)
- Swissness: strenge Regelung notwendig

USP – Des paysans respectés

- Motion au parlement: changement dans la loi sur l'agriculture pour ancrer la souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture
- Une autosuffisance alimentaire de 60%
- Renforcer les organisations de producteurs
- Protéger les meilleures terres cultivables
- Obtenir la reconnaissance du Swissness et des AOC-IGP

5 dimensions

La priorité donnée à la production agricole locale

Le droit des paysan(ne)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer

Des prix agricoles liés aux coûts de production

La participation des populations aux choix des politiques agricoles

La reconnaissance des droits des paysannes

Regard critique (Bieri)

Division du travail : avantages mais aussi inconvénients liés aux limites de la croissance de l'agriculture confrontées aux besoins de croissance de l'industrie

Wende zu einer biologisch-angepassten
Landwirtschaft gemäss Weltagrarbericht
(ONU) **oder** weitere globale
Marktausdehnung einer industriellen
Landwirtschaft

Die Ernährungssouveränität darf nicht nur die Regelkreise zwischen bäuerlicher Landwirtschaft und KonsumentInnen stärken, sondern sie muss die Ursachen der Verzerrung — den heutigen wirtschaftlichen Wachstumszwang — in die Reformbemühungen einbeziehen.

Conséquences politiques en CH

(Graf)

- La souveraineté alimentaire est déjà bien ancrée dans la Constitution fédérale
- La multifonctionnalité telle que reconnue par la politique agricole suisse est la base de la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire
- Mais la libéralisation des marchés est une menace pour la souveraineté alimentaire
 - *(La souveraineté alimentaire est une réponse au défi de la libéralisation des marchés)*

Quelques positions qui s'opposent

Libéralisation des marchés: **Nécessité** ? **Menace** ?

- Supportable car la Suisse n'est pas un pays en développement et que l'agriculture est bien soutenue
- Contredit la souveraineté alimentaire en Suisse
- Dumping social, dumping environnemental, dumping des prix
- La qualité de vie se détériore sur les exploitations agricoles, une certaine tolérance est dépassée

**Respect insuffisant du droit des travailleurs agricoles
et le respect des agriculteurs eux-mêmes ?**

**Plus de marché = intensification préjudiciable à
l'environnement**

les normes suisses empêchent l'industrialisation

**Certains critères ne sont pas pris en compte
(consommation d'énergie pour produire)**

**Souveraineté alimentaire: un enjeu pour être plus
respectueux des ressources naturelles**

les normes suisses sont suffisamment sévères

Evolution structurelle dans l'agriculture : **trop rapide** ou **supportable** ?

Ok si l'évolution suit le changement de générations

Pas assez de paysans !!!

Trop de pouvoir chez les industriels et les grands distributeurs ?

des alternatives pour la commercialisation (marchés paysans, agriculture de proximité)

Souveraineté alimentaire, ce n'est pas ...

- Autonomie alimentaire
- Le protectionnisme
- Produire uniquement pour le marché intérieur
- Produire uniquement pour sa propre consommation ou pour ses voisins

Enjeux de la souveraineté alimentaire à Genève (et en Suisse?)

Accès à la terre, aménagement du territoire (initiative sur le paysage)

2. Traçabilité
3. Equité (respect du contrat-type de travail et des conventions collectives + prix rémunérateur pour le producteur)
4. Qualité (interdiction des OGM)
5. Consommation locale: Produit local consommé localement: présence des produits locaux sur place aussi chez les grands distributeurs, respect des valeurs de la souveraineté alimentaire et cohérence au niveau des administrations cantonales, soutien de l'Etat à l'agriculture contractuelle

3 niveaux pour l'action

- **Exploitation agricole**: rapprochement entre les producteurs et consommateurs
- **Canton-région** : faire un débats dans les filières où les pouvoirs locaux, la société civile et consommateurs locaux sont impliqués
 - (ex: marque Genève Terre Avenir)
- **Au niveau national**: débat doit être ouvert pour faire un contrat social nouveau pour l'agriculture basé sur l'équité sociale et la préservation des ressources naturelles

PERSPECTIVES

Ouvrir des débats citoyens sur la souveraineté alimentaire

- Création d'un groupe parlementaire « Souveraineté alimentaire » ?
- Porter le débat auprès des familles paysannes et au sein des associations professionnelles agricoles
- Faire réagir le grand public par des actions qui réunissent les acteurs de la société civile qui se reconnaissent dans les valeurs de la souveraineté alimentaire
 - Dynamiques communale et cantonale (ex. Genève)
 - Projet d'initiative populaire (Uniterre)
 - Initiative parlementaire (USP)

Initiative parlementaire USP

- Demande un changement dans la loi sur l'agriculture
- acceptée au National

Projet d'initiative populaire

- Au stade de l'élaboration d'un article 104bis
- Lancé par Uniterre, devrait être porté par un cercle plus large
- Contenu plus large que la proposition de l'USP